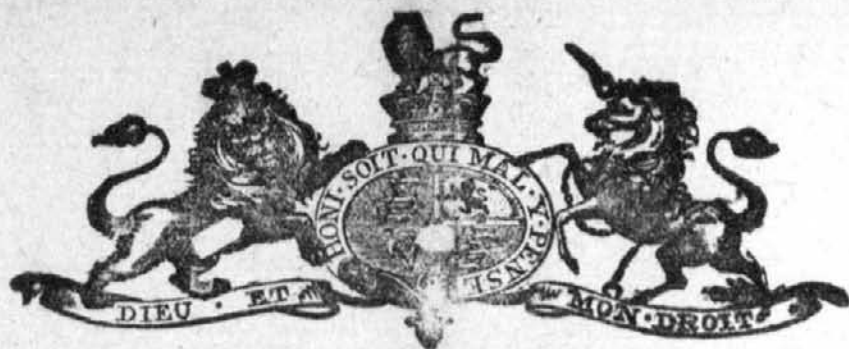




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 AOUT 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3309

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 17 août courant 1909, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Argenteuil, Montcalm.—MM. Samuel Hives et Robert Williams, en remplacement d'eux mêmes, leur terme d'office étant expiré.

Joliette, Sainte Béatrice.—MM. Sinaï Gariépy et Sinaï Beaupré, en remplacement de MM. Thomas Miron et François Desjardins, dont le terme d'office est expiré.

Mégantic, Saint-Désiré du Lac Noir.—MM. Gustave Martel et Pholisère Thivierge, en remplacement de MM. Gustave Martel et Odile Cullen, dont le terme d'office est expiré.

Montcalm, Chertsey, (Saint-Théodore) — M. Joseph Granger, en remplacement de M. Delphis Brault, dont le terme d'office est expiré.

Pontiac, Sheen.—MM. Matthias Keen et Michael R. Sullivan, en remplacement de MM. John Don-

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st AUGUST, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3310

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th of August instant, 1909, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Argenteuil, Montcalm.—Messrs. Samuel Hives and Robert Williams, to continue in office, their terms of office having expired.

Joliette, Sainte Béatrice.—Messrs. Sinaï Gariépy and Sinaï Beaupré to replace Messrs. Thomas Miron and François Desjardins, whose term of office has expired.

Mégantic, Saint Désiré du Lac Noir.—Messrs. Gustave Martel and Pholisère Thivierge, to replace Messrs. Gustave Martel and Odile Cullen, whose term of office has expired.

Montcalm, Chertsey (Saint Isidore) —Mr. Joseph Granger to replace Mr. Delphis Brault, whose term of office has expired.

Pontiac, Sheen.—Messrs. Matthias Keen and Michael R. Sullivan, to replace Messrs. John Don-

nelly et James Sullivan, dont le terme d'office est expiré.

Saguenay, canton Leneuf. — MM. Vilbon Lapierre, J. B. Thériault, Philias Lapierre, Joseph Bujould et Edmond Lapierre, municipalité nouvelle. 3527

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trente juillet 1909, de nommer MM. E. Persillier Lachapelle, J. George Adami, Thomas G. Roddick, honorable James J. Guérin, J. Edmond Dubé, Elzéar Pelletier, Joseph Lespérance, médecins, Charles M. Holt, conseiller du Roi, et Jeffrey Burland, industriel, de la cité de Montréal, MM. Michael Ahern, Charles R. Paquin, Arthur Simard, et Arthur Rousseau, médecins, de la cité de Québec, et G. Bourgeois, médecin, de la cité des Trois-Rivières, commissaires royaux en vertu des articles 596 et suivants des S. R. P. Q., pour rechercher les moyens pratiques de combattre la propagation de la tuberculose. M. le Dr E. Persillier Lachapelle, dev nt être le président des dits commissaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du trente juillet 1909, de nommer M. C. N. Valin, médecin, de la cité de Montréal, secrétaire de la commission royale, nommée en vertu des articles 596 et suivants des S. R. P. Q. 3513

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 13 août 1909, de nommer MM. Hilaire Dallaire, Léon Bisson et Isidore Lavictoire, conseillers de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comté de Labelle, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal. 3509

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trente juillet 1909, de nommer MM. Louis Joseph Odilon Beauchemin, libraire, et Joseph A. Lamarche, avocat, et conseiller du Roi, commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique de Montréal. 3511

nelly and James Sullivan, whose term of office has expired.

Saguenay, canton Leneuf. — Messrs. Vilbon Lapierre, J. B. Thériault, Philias Lapierre, Joseph Bujould and Edmond Lapierre, new municipality. 3528

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of July, 1909, to appoint Messrs. E. Persillier Lachapelle, J. George Adami, Thomas G. Roddick, the Honorable James J. Guérin, J. Edmond Dubé, Elzéar Pelletier, Joseph Lespérance, physicians, Charles M. Holt, King's Counsel, and Jeffrey Burland, manufacturer, of the city of Montreal, Messrs. Michael Ahern, Charles R. Paquin, Arthur Simard and Arthur Rousseau, physicians, of the city of Quebec, and G. Bourgeois, of the city of Three Rivers, physician, Royal Commissioners, under articles 596 and following of the R. S. P. Q., to make enquiries concerning the practical methods of combating the spreading of tuberculosis. Dr E Persillier Lachapelle to be the president of such commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of July, 1909, to appoint Mr. C. N. Valin, physician, of the city of Montreal, secretary of the Royal Commission appointed in virtue of articles 596 and following of the R. S. P. Q. 3514

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 13th August, 1909, to appoint Messrs. Hilaire Dallaire, Léon Bisson and Isidore Lavictoire, councillors of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, in the county of Labelle, under the provisions of article 341 of the municipal code. 3510

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirtieth day of July, 1909, to appoint Messrs. Louis Joseph Odilon Beauchemin, bookseller, and Joseph A. Lamarche, advocate, and King's counsils, commissioners for the civil erection of the parishes of the catholic diocese of Montreal. 3512

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great

aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le QUINZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2811

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que la société d'horticulture ci-après mentionnée, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformée à toutes les exigences des statuts 56, Vict., ch. 21, s. 1, et 57 Vict., ch. 20, le soussigné autorise la formation de cette société, qui est, par les présentes, constituée en corporation.

Dans la ville de Montréal-Ouest, la société ci-dessous est autorisée sous le nom suivant, savoir :

"La Société d'horticulture de Montréal-Ouest".
JEREMIE L. DECARIE,
Ministre de l'agriculture.
Québec, 16 août 1909. 3523

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze août 1909, constituant en corporation MM. J. Alphérie Vincent, entrepreneur, J. Ulric Dumont, peintre-décorateur, d'Acton Vale, Onésime Maurais, cultivateur et menuisier, de Wickham, D. Donat Dumont, peintre-décorateur, et C. Omer Dumont, peintre-décorateur, d'Acton Vale, dans les buts suivants, savoir :

Faire, acquérir et exploiter des aqueducs et aussi fournir de la force motrice pour toutes les fins industrielles à Acton Vale, comté de Bagot, sous le nom de "Compagnie Aqueduc d'Acton Vale", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Acton Vale.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'août 1909.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

3507

ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the FIFTEENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2812

Government Notice

Public notice is hereby given that the horticultural society hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statutes 56 Victoria, chapter 21, s. 1, and 57 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this society, which is, by these presents, constituted a corporation.

In the town of Montreal West, the following society is authorized under the following name, to wit :

"The Montreal West Horticultural Society".
JEREMIE L. DECARIE,
Minister of Agriculture.
Quebec, 16th August, 1909. 3524

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1909, incorporating Messrs. Alphérie Vincent, contractor, J. Ulric Dumont, painter-decorator, of Acton Vale, Onésime Maurais, farmer and carpenter, of Wickham, D. Donat Dumont, painter-decorator, and C. Omer Dumont, painter-decorator, of Acton Vale, for the following purposes, to wit :

To construct, acquire and work water works and also to furnish motive power for all manufacturing purposes at Acton Vale, in the county of Bagot, under the name of "Compagnie Aqueduc d'Acton Vale", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be in Acton Vale.

Dated from the office of the secretary of the province, this twelfth day of August, 1909.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

3508

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 août 1909, constituant en corporation MM. Michael Grossman et Ezekiel Binman, marchands, Dame Ethel Grossman, fille majeure, Louis S. Margolese et Samuel Gerard Tritt, avocats, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de manufacturiers d'habillements, importateurs et marchands en gros et en détail de fournitures de tissus de toute sorte, drapiers, fournisseurs et autres articles et marchandises pour usage et emploi personnels.

Faire aucuns arrangements pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opération, concession réciproque ou autrement avec toute autre personne ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point ou engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire.

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie.

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables nécessaires pour la mise en opération des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "The Monarch Clothing Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-septième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3559

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9 août 1909, constituant en corporation MM. Damase Welch, Eudore Demeule, Louis Odilon Simard, Elzéar Lafrance, Alfred Bouré, Lauréat Drolet, Joseph Gagnon et Joseph Bédard, boulangers, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir :

De promouvoir l'industrie et le commerce de boulangers, de les protéger, de les réunir pour obtenir ce but commun, sous le nom de "Les Patrons Boulangers de Québec Limitée," avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3445-2

No 564.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 17 août courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Auckland, dans le comté de Compton, les rangs 7, 8, 9, 10 et 11 du canton d'Auckland, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Isidore d'Auckland.

3531

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th August, 1909, incorporating Messrs. Michael Grossman and Ezekiel Binman, merchants, Dame Ethel Grossman, spinster, Louis S. Margolese and Samuel Gerald Tritt, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of clothing manufacturers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile furnishings of all kinds, clothiers, outfitters and other articles and commodities of personal use and consumption.

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, reciprocal concession or otherwise, with any other person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on.

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of this company.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes bills of exchange and other negotiable or transferable instruments necessary for the carrying on of the business which this company is authorized to transact, under the name of "The Monarch Clothing Manufacturing Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation in the province of Quebec, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this seventeenth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3560

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of August, 1909, incorporating Messrs. Damase Welch, Eudore Demeule, Louis Odilon Simard, Elzéar Lafrance, Alfred Bouré, Lauréat Drolet, Joseph Gagnon and Joseph Bédard, bakers, of the city of Quebec, for the following purposes, to wit :

To promote the business and trade of bakers, to protect them and to unite them to obtain this common object, under the name of "Les Patrons Boulangers de Québec, Limitée," with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into two hundred (200) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, is in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3446

No 564.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th of August instant, 1909, to detach from the school municipality of Auckland, in the county of Compton, the ranges 7, 8, 9, 10 and 11 of the township of Auckland, and to erect such territory into a separate school municipality, under the name of Saint Isidore of Auckland.

3532

Avis est par le présent donné que la Compagnie Mutuelle d'Assurance contre le feu de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel s'étant conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et quarante personnes au moins ayant signé leurs noms dans le livre de souscriptions pour la somme de vingt-cinq mille piastres ou plus, est constituée en corps politique et incorporée, en vertu de la section VI, de la loi des assurances de Québec, 8 Édouard VII, chapitre 65.

Donné conformément à l'article 58, de la loi des assurances de Québec, à Notre-Dame du Mont Carmel, ce dixième jour d'août 1909.

JOS. BEAUMIER,
Secrétaire.

3553

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 18 août 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu que "The Commercial Burglary & Plate Glass Insurance Company" a été incorporée par la loi 7 Ed. VII, ch. 111, pour faire les opérations d'assurance contre le vol de nuit avec effraction (burglary), le bris de vitres et autres genres de risques.

Attendu que, à la dernière assemblée annuelle de cette compagnie, il a été décidé de discontinuer la transaction des affaires d'assurance contre le vol de nuit avec effraction (burglary), et à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, conformément à l'article 91 de la loi des assurances de Québec, la motion nécessaire a été adoptée, approuvant le changement de nom de la compagnie de "The Commercial Burglary & Plate Glass Insurance Company" pour celui de "The Commercial Plate Glass Assurance Company".

Il est ordonné que cette compagnie sera connue à l'avenir sous le nom de "The Commercial Plate Glass Assurance Company".

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

3539

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 17 août 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Vu qu'un certain nombre de citoyens de la cité de Québec, désireux de se former en société de colonisation, en conformité des dispositions de la section X, du chapitre VII, titre IV, des S. R. P. Q., ont produit la déclaration ou demande requise à cette fin, portant 31 signatures.

Vu que les personnes qui ont ainsi signé se sont réunies le 1er juillet dernier, en la cité de Québec, dans le but de choisir les membres d'un conseil d'administration et d'adopter une constitution et des règlements. Subséquentement, les membres du conseil d'administration procédèrent à l'élection d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire-trésorier, les pièces faisant foi de tout ce que dessus étant de record aux archives du département de la colonisation, mines et pêcheries, sous le No 7371 des dossiers de l'année 1909.

Il est ordonné que la constitution et les règlements adoptés comme susdits soient approuvés, et que la dite société soit reconnue sous le nom de Société de Colonisation Montcalm, avec bureau d'affaires en la cité de Québec.

Il est ordonné de plus que, à moins d'incompatibilité, les dispositions de la dite sec. X, du ch. VII, du titre IV des S. R. P. Q., relatives aux sociétés de colonisation en général, s'applique à la dite société.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

3525

Notice is hereby given that The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty persons at least having signed their names in the subscription book to the amount of twenty five thousand dollars or more, is constituted a body politic and incorporated, in virtue of section VI, of the Quebec Insurance Act, 8 Edward VII, chapter 69.

Given pursuant to article 58, of the Quebec Insurance Act, at Notre-Dame du Mont Carmel, this tenth day of August, 1909.

JOS. BEAUMIER,
Secretary.

3554

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 18th August, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas the "Commercial Burglary & Plate Glass Insurance Company" was incorporated by the act 7 Ed. VII, ch. 111, to carry on the business of insurance against burglary, plate glass and other kinds of risks.

Whereas, at the last annual meeting of this company, it was decided to discontinue transacting the business of burglary insurance, and at a special general meeting called for the purpose, pursuant to article 91 of the Quebec insurance act, the necessary motion was carried, approving the change of name of the company from the "Commercial Burglary & Plate Glass Insurance Company" to that of the "Commercial Plate Glass Assurance Company".

It is ordered that this company shall be known in future as the "Commercial Plate Glass Assurance Company".

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

3540

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 17th August, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas a certain number of citizens of the city of Québec, desiring to form themselves into a colonization society, in conformity with the provisions of section X, chapter VII, title IV of the R. S. P. Q., have produced the declaration or petition required for this purpose, bearing 31 signatures.

Whereas the persons who so signed, met together on the 1st July last, in the city of Québec, with the object of choosing a board of management and adopt a constitution and by-laws. Subsequently, the members of the board of management proceeded to the election of a president, a vice-president and a secretary-treasurer, the documents establishing all the above facts being of record in the archives of the department of colonization, mines and fisheries, under the No. 7371 of the records of the year 1909.

It is ordered that the constitution and by-laws adopted as above be approved, and that the said society be known under the name of the "Société de Colonisation Montcalm", with its business office in the city of Québec.

It is further ordered that, unless incompatible, the provisions of the said sec. X, cap. VII, title IV of the R. S. P. Q., relating to colonization societies in general, apply to the said society.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

3526

CONCESSION DE PERMIS DE COUPE DE BOIS.

Le ministre des terres et forêts recevra, jusqu'au 12 octobre prochain, des soumissions pour permis de coupe de bois sur les terres publiques ci-après décrites, situées le long de la ligne de chemin de fer National Transcontinental.

Chaque soumission doit mentionner, pour chaque terrain, le droit que l'on entend payer : (1) par mille pieds mesure de planche, en outre de \$3, pour les billots de sciage d'épinette, de sapin, de cèdre, de bouleau et de peuplier, et, en outre de \$5, pour les billots de sciage de pin et d'autre espèce ; (2) par pied cube, en outre de 5 cents, pour le bois équarri ou méplat ; et (3) par dormant de chemin de fer, en outre de 5 cents.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté du montant de \$500, pour chaque bloc de terrain, sur la liste ci-après. Ce dépôt sera retenu, pour être confisqué, si le concessionnaire du permis refuse de le prendre, ou si, l'ayant pris, il refuse d'en remplir les conditions.

Les permis seront sujets aux lois et règlements des bois présents et à venir, compatibles avec les dispositions spéciales ici mentionnées. Ils expirent le premier mai 1914, et ne seront pas renouvelables. Ils sont sujets à une rente foncière annuelle de \$5 par mille carré, payable premièrement lors de l'émission du permis, et ensuite, le premier septembre de chaque année.

La coupe du bois devra se faire économiquement et sous la direction du département des terres et forêts. Il est défendu d'abattre aucun arbre de moins de 10 pouces de diamètre à la souche, mesure prise à trois pieds du sol, et tout bois qui peut être utilisé sera chargé de droits, même s'il n'en est pas disposé.

Tout le bois devra être manufacturé au Canada.

Les concessionnaires devront, suivant la loi, prendre les mesures requises pour prévenir et combattre les incendies.

Le ministre ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Le plan des terrains est déposé au département des terres et forêts, à Québec, et aux bureaux des bois de Hull, de Montréal et de Trois-Rivières.

JULES ALLARD,

Ministre des Terres et Forêts.

Département des Terres et Forêts.

Québec, 24 juillet 1909.

Listes des terres publiques le long de la ligne du chemin de fer du Transcontinental.

Comprenant Nos 1 à 9 inclusivement à l'est de la ligne frontière, entre Ontario et Québec.

Nos 1 à 17 inclusivement à l'ouest de Weymontachingue.

Est de la ligne frontière.

No 1, 18 milles.
No 2, 16 "
No 3, 25 "
No 4, 19 "
No 5, 26 "
No 6, 22 "
No 7, 18½ "
No 8, 17½ "
No 9, 21½ "

183½ milles.

A l'ouest de Weymontachingue.

No 1, 11 milles.
No 2, 17 "
No 3, 18½ "
No 4, 19 "
No 5, 14 "
No 6, 13 "
No 7, 17½ "

GRANT OF PERMITS TO CUT TIMBER.

Tenders will be received by Minister of Lands and Forests, up to the 12th of October next, for permission to cut timber on the public lands hereinafter described, situated along the line of National Transcontinental Railway.

Each tender to mention, for each land, the amount which the tenderer is prepared to pay : (1) per thousand feet board measure, in addition to \$3, for spruce, balsam, cedar, white birch and poplar saw logs, and, in addition to \$5, for pine saw logs and other varieties ; (2) per cubic foot, in addition to 5 cents, for square and waney timber ; and (3) per railway tie, in addition to 5 cents.

Each tender to be accompanied by a marked cheque for the amount of \$500 for each block. Such deposit to be retained and forfeited if the grantee declines to accept the permit, or if, having taken same, he fails to comply with the conditions thereof.

Permits to be subject to the timber laws and regulations now existing or to be enacted in future, consistent with the special conditions herein mentioned. They will expire on the 1st of May, 1914, and not be renewable. They are subject to an annual ground rent of \$5 per square mile, payable first on the issuing of the permit, and then, on the 1st of September each year.

The cutting of the timber shall be done in an economical manner and in accordance with the directions of the Department of Lands and Forests. It is forbidden to cut trees of a less diameter than 10 inches on the stump, measured three feet from the ground, and any timber which in the opinion of this Department may be utilized shall pay dues, if left in the bush uncut or unhailed.

All timber to be manufactured in Canada.

The grantees shall, according to law, take the necessary steps to prevent and extinguish fires.

The Minister does not bind himself to accept the highest or any tender.

Plans of the lands may be seen at the Department and at the Crown timber offices, in Hull, Montreal and Three Rivers.

JULES ALLARD,

Minister of Lands and Forests.

Department of Lands and Forests,

Quebec, 24th July, 1909.

List of timber berths along the line of the Transcontinental Railway.

Comprising Nos. 1 to 9 inclusive east of the boundary line between Ontario and Quebec.

Nos. 1 to 17 inclusive west of Weymontachingue.

East of the boundary line.

No. 1, 18 milles.
No. 2, 16 "
No. 3, 25 "
No. 4, 19 "
No. 5, 26 "
No. 6, 22 "
No. 7, 18½ "
No. 8, 17½ "
No. 9, 21½ "

183½ milles.

West of Weymontachingue

No. 1, 11 milles.
No. 2, 17 "
No. 3, 18½ "
No. 4, 19 "
No. 5, 14 "
No. 6, 13 "
No. 7, 17½ "

No 8, 18 milles.
 No 9, 16½ "
 No 10, 17 "
 No 11, 18 "
 No 12, 17½ "
 No 13, 18 "
 No 14, 16½ "
 No 15, 19 "
 No 16, 19 "
 No 17, 18 "

289½ milles.

A l'est de la ligne frontière.

Bloc A, 8½ milles.
 Bloc B, 3½ "
 Bloc C, 9 "
 Bloc D, 3½ "
 Bloc E, 1½ "
 Bloc F, 9 "

35 milles.

3235-3

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des

No. 8, 18 miles.
 No. 9, 16½ "
 No. 10, 17 "
 No. 11, 18 "
 No. 12, 17½ "
 No. 13, 18 "
 No. 14, 16½ "
 No. 15, 19 "
 No. 16, 19 "
 No. 17, 18 "

289½ miles.

East of boundary line.

Block A, 8½ miles.
 Block B, 3½ "
 Block C, 9 "
 Block D, 3½ "
 Block E, 1½ "
 Block F, 9 "

35 miles.

3236

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53. — All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60 — The expenses and costs attending private

bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être u pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. L.

3311

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bill shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend an act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. C.

3312

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges accordés à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquelles ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee

comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3313

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Cour Supérieure.—Kamouraska.
No 4023

Dame Maria Lebel, de Saint-Euthère, a institué le 21 juillet 1908, une action en séparation de biens contre son époux, Apollinaire alias Paul Rousseau, du même lieu.

E. H. CIMON,

3341-3

Procureur de la dame défendeuse.

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 50 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3314

Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Kamouraska.
No. 4623,

Dame Maria Lebel, of Saint-Eleuthère, has instituted on the 21st of July, 1908, an action of separation as to property against his husband, Apollinaire alias Paul Rousseau, of the said place.

E. H. CIMON,

3342

Attorney for plaintiff.

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François.
Dame Maxime Marie Tremblay, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens du dit Thomas Bouchard, menuisier, de la cité de Sherbrooke, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Thomas Bouchard, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 11ème jour d'août 1909.

M. O. BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 12 août 1909. 3505

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1000.
Dame Virginie Desbiens, épouse de Wilfrid Mongeau, entrepreneur, de la cité de Montréal, dit district, Demanderesse ;

vs
Le dit Wilfrid Mongeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 juillet 1909.

CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 août 1909. 3421.2

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No 5047.
Dame Marie Louise Chicoine, de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Noé Bonin, du même lieu.

F. LEFEBVRE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 28 juillet 1909. 3279-3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska, }
No 271.
Dame Georgiane Roger, épouse d'Alphonse Larocche, de la ville d'Arthabaska, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 2 août 1909. 3369-3

Avis est par le présent donné que Dame Marie Pomela Tremblay, épouse commune en biens d'Alfred Renaud, de La Petite Rivière Saint-François, dans le comté de Charlevoix, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari, dans la cour supérieure, dans le district de Saguenay.

F. MURPHY,
Procureur de la demanderesse.
Malbaie, 26 juillet 1909 3225.4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 2594.
Dame Annie Laurie Downing, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Noël Beauregard, hôtelier, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Noël Beauregard, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 20 juillet 1909. 3255.4

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis.
Dame Maxime Marie Tremblay, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Thomas Bouchard, carpenter, of the city of Sherbrooke, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Thomas Bouchard, Defendant.
An action for separation from bed and board has been instituted in this cause, on the 11th day of August, 1909.

M. O. BREADY,
Attorney for the plaintiff.
Sherbrooke, 12th August, 1909. 3506

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1000.
Dame Virginie Desbiens, wife of Wilfrid Mongeau, contractor, of the city of Montreal, said district, Plaintiff ;

vs
The said Wilfrid Mongeau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 29th July, 1909.

CODERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th August, 1909. 3422

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 5047.
Dame Marie Louise Chicoine, of the city of Sorel, in the district of Richelieu, has this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Noé Bonin, of the same place.

T. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 28 h July, 1909. 3280

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska. }
No. 271.
Dame Georgiane Roger, wife of Alphonse Larocche, of the town of Arthabaska, farmer, duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WALSH & POISSON,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 2nd August, 1909. 3370

Notice is hereby given that Dame Marie Pomela Tremblay, wife common as to property of Alfred Renaud, of "La Petite Rivière Saint François", in the county of Charlevoix, has instituted an action of separation as to property against her said husband, in the superior court, to the district of Saguenay.

F. MURPHY,
Attorney for plaintiff.
Murray Bay, 26th July, 1909. 3226

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2594.
Dame Annie Laurie Downing, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Noël Beauregard, hotelkeeper, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Noël Beauregard, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 20th July, 1909. 3256

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2632.
Dame Emélie St. Onge, de la ville de Dorval, district de Montréal, épouse commune en biens de David Rousse, boucher, du même lieu, autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit David Rousse, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28 juillet 1909.
LAVALLEE & DELFAUSSE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 10 août 1909. 3457.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1509.
Dame Marie Adeline Flore Amélia Bourassa, épouse commune en biens de François Michel Alexandre Marsan dit Lapierre, commerçant, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.
G. E. MATHIEU,
Avocat de la dite Dame Bourassa.
Montréal, 8 juin 1909. 3447.2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 270.
Dame Elise Gauvin, du canton de Compton, épouse commune en biens de Pierre Robert, boucher et cultivateur, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, et dûment autorisée aux fins des présentes par un juge de la cour supérieure de ce district, Demanderesse ;
vs
Le dit Pierre Robert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse, contre son dit époux.
M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, Qué., 15 juillet 1909. 3213.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1000.
Dame Virginie Debien, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Mongeau, entrepreneur général, du même lieu, et judiciairement autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, Demanderesse ;
vs
Le dit Wilfrid Mongeau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.
CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 juillet 1909. 3305.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2867.
Clémentine Nadon, épouse commune en biens de Joseph Clément Elzéar Hubert, tailleur, tous deux de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et la dite Clémentine Nadon, autorisée judiciairement à ester en justice pour les fins des présentes, Demanderesse ;
vs
Le dit Joseph C. E. Hubert, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.
RAINVILLE, GERVAIS &
RAINVILLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 15 juillet 1909. 3387-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2632.
Dame Emélie St. Onge, of the town of Dorval, district of Montreal, wife common as to property of David Rousse, butcher, of the same place, duly authorised to ester en justice, Plaintiff ;
va
The said David Rousse, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 28th of July, 1909.
LAVALLEE & DELFAUSSE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 10th August, 1909. 3458

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1509.
Dame Marie Adeline Flore Amelia Bourassa, wife common as to property of François Michel Alexandre Marsan dit Lapierre, trader, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.
G. E. MATHIEU,
Attorney for the said Dame Bourassa.
Montreal, 8th July, 1909. 3448

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 270.
Dame Elise Gauvin, of the township of Compton, wife common as to property of Pierre Robert, butcher and farmer, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, and duly authorized for the purposes hereof by a judge of the superior court of such district, Plaintiff ;
vs
The said Pierre Robert, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against her husband.
M. O'BREADY,
Attorney for plaintiff
Sherbrooke, Que., 14th July, 1909. 3214

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1000.
Dame Virginie Debien, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Mongeau, contractor, of the same place, and judicially authorized to ester en justice, for the present purposes, Plaintiff ;
vs
The said Wilfrid Mongeau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.
CODERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th July, 1909. 3306

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2867.
Clémentine Nadon, wife common as to property of Joseph Clément Elzéar Hubert, taylor, both of the city of Montreal, in the district of Montreal, and the said Clémentine Nadon, duly authorized judicially to ester en justice for the purposes of these presents, Plaintiff ;
vs
The said Joseph C. E. Hubert, Defendant.
An action in separation of property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.
RAINVILLE, GERVAIS &
RAINVILLE,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 15th July, 1909. 3388

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 247.

Dame Adèle Boulé, de la ville de Thetford Mines, épouse commune en biens de Joseph Gédéon Vermette, marchand, de la même place, et dûment autorisée à ester en justice, a, le 17e jour de juillet 1909, poursuivi en cette cause son dit mari en séparation de biens.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 28 juillet 1909. 3285-4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 325.

Dame Léa Lemieux, de la ville de Mégantic, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Appolinaire Royer, commerçant, du même lieu.

JOSEPH ROY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 9 août 1909. 3491.2

Canada, }
Province de Québec, }
District de Québec. }

RÈGLEMENT CHANGEANT LE PRINCIPAL BUREAU.

Résolu sur motion de M. E. W. Tobin, secondé par M. J. A. Bégin.

Attendu qu'il est à propos que le principal bureau de "The Chaudière Lumber Company" soit changé :

En conséquence "The Chaudière Lumber Company" décrète ce qui suit :

Que le principal bureau de "The Chaudière Lumber Company" soit et est par le présent changé de Saint-Georges, dans le comté et district de Beauce, dans la province de Québec, à Chaudière Junction, dans le comté de Lévis, district et province de Québec.

Daté à Saint-Georges, ce 19e jour de juillet 1909.
O. C. MORISSETTE,

Président.

Je, Joseph Alphonse Bégin, secrétaire de "The Chaudière Lumber Company", certifie que le susdit règlement est une vraie et correcte copie d'un règlement de "The Chaudière Lumber Company", changeant son principal bureau, et que ce règlement a été passé et confirmé le douzième jour d'août 1909, par un vote d'au moins les deux tiers en valeur du stock représenté par les actionnaires à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour la prise en considération d'icelui.

Daté à Chaudière, ce 12e jour d'août 1909.

J. A. BEGIN,

3537 Secrétaire.

L'assemblée annuelle générale des actionnaires de la Compagnie Electrique de Hull sera tenue au bureau principal de la compagnie, dans la cité de Montréal, Qué., mercredi, le 1er jour de septembre 1909, à deux heures p. m., pour recevoir le rapport des directeurs pour l'année passée, et pour la transaction d'autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

C. C. PANGMAN,
Secrétaire.

1er août 1909. 3503

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Canadian Shirt & Overall Co., Montréal, Faillie.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 247.

Dame Adèle Boulé, of Thetford Mines, district of Arthabaska, wife common as to property of Joseph Gédéon Vermette, merchant, of the same place, has, this 17th day of July, 1909, instituted in this case against her husband an action for separation as to property.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 28th July, 1909. 3286

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 325.

Dame Léa Lemieux, of the town of Megantic, said district, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Appolinaire Royer, trader, of the same place.

JOSEPH ROY,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 9th August, 1909. 3492

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Quebec. }

BY-LAW CHANGING HEAD OFFICE.

Resolved on motion of Mr. E. W. Tobin, seconded by Mr. J. A. Bégin.

Whereas it has been deemed expedient that the head office of the Chaudière Lumber Company should be changed :

Therefore the Chaudière Lumber Company enacts as follows :

That the head office of the Chaudière Lumber Company be and the same is hereby changed from Saint George, in the county and district of Beauce, in the province of Quebec, to Chaudière Junction, in the county of Lévis, district and province of Quebec.

Dated at Saint George, this 19th day of July, 1909.
O. C. MORISSETTE,

President.

I, Joseph Alphonse Bégin, secretary of the Chaudière Lumber Company, do certify the foregoing is a true and correct copy of a by-law of the Chaudière Lumber Company, changing its head office, and that this by-law has been passed and confirmed the twelfth day of August, 1909, by a vote of at least two-thirds in value of the stock represented by the shareholders at a special general meeting duly called for considering the same.

Dated at Chaudière, this 12th day of August, 1909.

J. A. BEGIN,
3538 Secrétaire.

The annual general meeting of the shareholders of the Hull Electric Company will be held at the head office of the company, in the city of Montreal, Que., on Wednesday, the 1st day of September, 1909, at two o'clock p. m., for the purpose of receiving the report of the directors for the past year, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

C. C. PANGMAN,
Secrétaire.

1st August, 1909. 3504

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Canadian Shirt & Overall Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter,

cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7e jour de septembre 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud.
Montréal, 21 août 1909. 3519

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Clément Rouleau & Fils, commerçants de charbon,
des cité et district de Saint-Hyacinthe,
Débiteurs insolubles ;
et

Farquhar Robertson,
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe.

BEAUPARLANT & MARIN,
Avocats du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 13 août 1909. 3517

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Ferdinand Boulais, Rougemont.
P. Q., Insoluble.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 6 septembre 1909.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 août 1909. 3515

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 2402.

Moïse Deschamps et al., Demandeurs ;
vs

Magloire Diotte, Défendeur failli.
Avis est donné que, le treize août courant 1909, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Magloire Diotte, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

F. ALBERT LABELLE,
Curateur.
Hull, 14 août 1909. 3533

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
In re Dame Malvina Langlois, (A. Sabourin),
Faillie.

Avis est par les présentes donné que la dite débitrice a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Jean.

P. P. SABOURIN,
Gardien provisoire.
Saint-Jean, 14 août 1909. 3535

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 90.

Avis est par le présent donné qu'à la demande de George W. Paige, de Coaticook, Québec, commerçant, Harold H. Edwards, du même lieu, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le

which will be open to objection until 7th September, 1909, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud.
Montreal, 21st August, 1909. 3520

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
Clement Rouleau & Fils, coal merchants, of the
city and district of Saint Hyacinthe,
Insolvent debtors ;
and

Farquhar Robertson,
Creditor demanding assignment.

Notice is hereby given that the above named debtors have made, a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Hyacinth.

BEAUPARLANT & MARIN,
Attorneys for provisional guardian.
Saint Hyacinth, 13th August, 1909. 1518

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
In the matter of Ferdinand Boulais, Rougemont,
P. Q., Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at my office, on or after 6th September, 1909.

Any contestation of such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 21st August, 1909. 3516

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 2402.

Moïse Deschamps et al., Plaintiffs ;
vs

Magloire Diotte, Defendant insolvent.
Notice is given that, on thirteenth day of August instant, 1909, by an order of the court, the undersigned has been appointed curator to the property of said Magloire Diotte, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

The attested claims under oath shall be produced with me within thirty days from this notice.

F. ALBERT LABELLE,
Curator.
Hull, 14th August, 1909. 3534

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
In re Dame Malvina Langlois, (A. Sabourin),
Insolvent.

Notice is hereby given that, on this day, the debtor has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Jean.

P. P. SABOURIN,
Provisional guardian.
Saint Jean, 14th August, 1909. 3536

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 90.

Notice is hereby given that upon the demand of George W. Paige, of Coaticook, Quebec, trader, Harold H. Edwards, of the same place, this day, made a judicial abandonment of his property for

bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la susdite cour, dans la cité de Sherbrooke.

GEORGE W. PAIGE,
Gardien provisoire.

Coaticook, 17 août 1909.

3541

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } **ALFRED BOILARD**,
No 14. } Demandeur ; contre
ALPHONSE LAROCHE, Défendeur.

L'immeuble faisant partie des lots numéros vingt-deux et vingt-trois (22 et 23), du sixième rang du canton de Chester, et connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Christophe, canton de Chester, sous les numéros deux cent dix, deux cent onze et deux cent douze (210, 211 et 212) — avec une maison, grange, étable, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Christophe d'Arthabaska, le **DEUXIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain (1909), à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif,
Arthabaska, 27 juillet 1909. 3247-2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **N. LECLÈRE**, De-
No 73. } mandeur ; vs **DAME**
OCTAVIE BOURBEAU, veuve de feu Calixte Chabot, et maintenant épouse de Honoré Sévigny, le dit Sévigny mis en cause pour autoriser la dite épouse, Défenderesse, et **MM. Perrault & Perrault**, avocats, procureurs distrayants.

La moitié est du lot numéro quatre, du quatrième rang du canton de Bulstrode, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bulstrode, sous le numéro cent quatre-vingt-seize (No 196), prenant des deux bouts aux cordons de rangs, à l'est à Ernest Champagne, et à l'ouest à Henri Bellemare—avec maison et autre bâtisse dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église parcellaire de N.-D. du Saint-Rosaire, le **PREMIER** jour de **SEPTEMBRE** prochain, 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif,
Arthabaska, 27 juillet 1909. 3245-2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

the benefit of his creditors in the office of the protonotary of the above court, in the city of Sherbrooke.

GEORGE W. PAIGE,
Provisional guardian.

Coaticook, 17th August, 1909.

3542

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Arthabaska, to wit : } **ALFRED BOILARD**,
No. 14. } Plaintiff ; against
ALPHONSE LAROCHE, Defendant.

A piece of land being part of the lots numbers twenty two and twenty three (22 and 23), of the sixth range of the township of Chester, known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Christophe, in the township of Chester, as numbers two hundred and ten, two hundred and eleven and two hundred and twelve (210, 211 and 212) — with a house, barn, stable, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Christophe d'Arthabaska, on the **SECOND** day of **SEPTEMBER** next (1909), at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif,
Arthabaska, 27th July, 1909. 3248
[First published, 31st July, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **N. LECLÈRE**, Plain-
No. 73. } tiff ; vs **MRS. OCTA-**
VIE BOURBEAU, widow of the late Calixte Chabot, and now the wife of Honoré Sévigny, the said Sévigny mis en cause to authorize his said wife, Defendant, and Messrs. Perrault & Perrault, advocates, procureurs distrayants.

The east half of lot number four, in the fourth range of the township of Bulstrode, known and described on the official plan and book of reference for the said township of Bulstrode, under number one hundred and ninety six (No. 196), starting at both ends to range lines ; bounded easterly by Ernest Champagne, and westerly by Henri Bellemare — with a dwelling house and other building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Our Lady of Saint-Rosaire, on the **FIRST** day of **SEPTEMBER** next, 1909, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif,
Arthabaska, 27th July, 1909. 3246
[First published, 31st July, 1909.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **FRANÇOIS DONAIS**, de
District de Bedford. } la paroisse de Sainte-
No 7766. } Victoire, dans le district de

Richelieu, cultivateur, Demandeur ; contre les meubles et immeubles d'ELZEAR LAUDREVILLE, journalier, de North Bridge, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, Défendeur.

1° Ce morceau de terre de forme irrégulière, situé sur la rue de la Tannerie, et connu comme lot numéro cent trente (130), des plan et livre de renvoi officiels du village de Roxton Falls, comté de Shefford et district de Bedford, et contenant 291940 pieds, mesure anglaise.

2° Ce morceau de terre de forme irrégulière, connu comme lot numéro cent trente et un (131), des plan et livre de renvoi officiels du village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford et district de Bedford, situé sur la rue Milton, et contenant 410200 pieds, mesure anglaise.

3. Ce morceau de terre maintenant connu comme lot numéro trois cent quarante et un (341), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Roxton, comté de Shefford et district de Bedford, situé dans le 7^e rang, arpentage primitif, du dit canton, et contenant environ cinquante (50) acres (moins 2 40/100 occupés par chemin de fer).

4° Ce morceau de terre maintenant connu comme lot numéro trois cent quarante-deux (342), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Roxton, comté de Shefford et district de Bedford, situé dans le septième rang du dit canton, arpentage primitif, contenant environ cinquante et un (51) acres, (moins deux acres occupés par la compagnie de chemin de fer Sud Est).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton Falls, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1909, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 23 juillet 1909. 3223-2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **HUDON, HEBERT &**
District de Bedford. } **CIE, LIMITÉE**, corps
No 3390. } incorporé, ayant sa principale

place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de NOEL BEAUREGARD, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Lot numéro trois cent quarante-neuf (349), du cadastre du village de Roxton Falls, comté de Shefford et district de Bedford, le dit lot est borné comme suit : à l'est par le lot 348, à l'ouest par le lot 351, au sud par le lot 350, et au nord par la rue du Marché, mesurant soixante et six pieds sur la dite rue du Marché, sur cent soixante et cinq pieds de profondeur, contenant 10890 pieds en superficie—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton Falls, comté de Shefford et district de Bedford, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 23 juillet 1909. 3221-2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **FRANCOIS DONAIS**, of
District of Bedford. } the parish of Saint Vic-
No. 7766. } toire, in the district of Richelieu, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands of ELZEAR LAUDREVILLE, laborer, of North Bridge, in the state of Massachusetts one of the united states of America, Defendant.

1. That piece of land of irregular figure situated on "Rue de la Tannerie", and known as lot number one hundred and thirty (130), of the official plan and book of reference of the village of Roxton Falls, county of Shefford and district of Bedford, and containing 291940 feet, english measure.

2. That certain piece of land of irregular figure, known as lot number one hundred and thirty one (131), of the official plan and book of reference of the village of Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, situated on Milton street, and containing 410200 feet, english measure.

3° That certain piece of land now known as lot number three hundred and forty one (341), of the official plan and book of reference of the township of Roxton, county of Shefford and district of Bedford, situated on the 7th range, primitive survey of said township, and containing about fifty (50) acres (less 2 40/100 acres occupied by the railway).

4. That piece of land now known as lot number three hundred and forty two (342), of the official plan and book of reference of the township of Roxton, county of Shefford and district of Bedford, situated on the seventh range of the said township, primitive survey, containing about fifty one (51) acres (less two acres occupied by the South Eastern Railway Company).

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Roxton, at Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, 1909, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 23rd July, 1909. 3224
[First published, 31st July, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Quebec, } **HUDON, HEBERT &**
District of Bedford. } **CIE, LIMITED**, a body
No. 3390. } corporate and incorporated,

and having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of NOEL BEAUREGARD, of the city and district of Montreal, Defendant.

Lot number three hundred and forty nine (349), of the cadastre of the village of Roxton Falls, comté de Shefford and district of Bedford, said lot is bounded as follows : east by lot 348, west by lot 351, south by lot 350, and north by Market street, measuring sixty six feet on said market street, by one hundred and sixty five feet in depth, containing 10890 feet in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at church door of the parish of Saint Jean Baptiste of Roxton, at Roxton Falls, county of Shefford and district of Bedford, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 23rd July, 1909. 3222
[First published, 31st July, 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Percé, à savoir : } **JOSEPH RAOUL GENIN ET**
 No 514. } **JOSEPH ARTHUR TRU-**
DEAU, tous deux de la cité de Montréal, marchands, et faisant en société à Québec, le commerce en librairie, sous la raison sociale de J. P. Dery & Fils, Demandeurs; contre les terres et tenements de **LOUIS PHILIPPE GAUTHIER**, médecin, de Sainte-Anne des Monts, dans le comté de Gaspé, Défendeur.

1° Un certain lopin de terre ou emplacement, faisant partie de la propriété de sieur Joseph Thibault, registrateur, sise et située au premier rang des terres de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, dans les comté et district de Gaspé; le dit emplacement de la contenance de quarante-huit pieds de front sur cent douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord au chemin du Roi, à l'est et au sud au dit Joseph Thibault, et à l'ouest au terrain de la prison—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Un moulin à scie à vapeur sur la terre du dit Sr Joseph Thibault, sans emplacement, et contenant le matériel tournant et roulant, consistant en une grande scie à billot avec traîneaux, courroies et poulies, etc., etc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1909, à DEUX heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du shérif,
 Percé, 14 août 1909.

Shérif.
 3521

[Première publication, 21 août 1909].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Gaspé.*

Percé, à savoir : } **ANDREW BAKER**, de la
 No 681. } Petite Rivière Est, dans le comté de Gaspé, marchand, Demandeur; contre les terres et tenements de **NARCISSE LANGLOIS**, de la municipalité de Percé, dans le dit comté de Gaspé, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la municipalité de Percé, dans le comté de Gaspé, étant le lot numéro trois cent quatre (304), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé—avec une maison, grange et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre joignant le lot précédent et étant la partie est du lot numéro trois cent trois (No 303) des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Percé—sans bâtisses.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la municipalité de Percé, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1909, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. T. TUZO,

Bureau du shérif,
 Percé, 24 juillet 1909.

Shérif.
 3237.2

[Première publication, 31 juillet 1909].

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean à savoir : } **LA BANQUE DE SAINT-**
 No 47. } **JEAN**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, maintenant en liquidation sous la loi des liquidations, agissant aux présentes par Tancrède

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Quebec.*

Percé, to wit : } **JOSEPH RAOUL GENIN AND**
 No. 514. } **JOSEPH ARTHUR TRU-**
DEAU, both of the city of Montreal, merchants, carrying on the business of booksellers at Quebec, in partnership under the name and style of J. P. Dery & Fils, Plaintiffs; against the lands and tenements of **LOUIS PHILIPPE GAUTHIER**, physician, of Sainte Anne des Monts, in the county of Gaspé, Defendant.

1. A certain piece of land or lot, forming part of the property of Mr. Joseph Thibault, registrar, situate and being in the first range of farms of the parish of Sainte Anne des Monts, in the county and district of Gaspé; the said lot containing forty eight feet in front by one hundred and twelve feet in depth, the whole more or less; bounded on the north by the Kings' high-road, on the east and south by the said Joseph Thibault, and on the west by the land of the prison—with a house and other buildings thereon erected.

2. A steam saw mill on the land of the said Mr. Joseph Thibault, without the lot, and containing the plant and rolling stock consisting of a large saw for logs with trucks, straps, pulleys, &c., &c.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne des Monts, on the TWENTY EIGHTH day of SEPTEMBER next, 1909, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's office.

Sheriff.
 3522

Percé, 14th August, 1909.

[First published, 21st August, 1909]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Gaspé.*

Percé, to wit : } **ANDREW BAKER**, of Little
 No. 681. } River East, in the county of Gaspé, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of **NARCISSE LANGLOIS**, of the municipality of Percé, in the said county of Gaspé, Defendant.

1. A lot of land situate in the municipality of Percé, in the county of Gaspé, being lot number three hundred and four (No. 304), of the official plan and book of reference of the township of Percé—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land adjoining the preceding lot and being the east part of lot number three hundred and three (No. 303), of the official plan and book of reference of the said township of Percé—without buildings.

To be sold at my office, in the municipality of Percé, the FOURTH day of SEPTEMBER next, 1909, at ELEVEN o'clock in forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office.

Sheriff.
 3238

Percé, 24th July, 1909.

[First published, 31st July, 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **LA BANQUE DE SAINT**
 No. 47. } **JEAN**, body politic and corporate, having its principal place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, now in liquidation under the winding up act, acting presently through Tancrède Bienvenu, bank

Bienvenu, gérant de banque, de la cité et le district de Montréal, liquidateur dûment autorisé de la dite La Banque de Saint Jean, contre les terres et tenements de PHILIPPE HONORE ROY, avocat et conseil du Roi, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, contributaire.

Saisis comme appartenant au dit contributaire, les immeubles suivants, savoir :

Un emplacement sis et situé au côté est de la rue Richelieu, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro quatre (No 4), de la contenance de cent quarante-quatre pieds de front, plus ou moins, par quatre-vingt-sept pieds de profondeur dans une ligne et quatre-vingt onze pieds dans l'autre ligne, aussi plus ou moins ; borné à l'ouest par la rue Richelieu, au nord par le lot No 5, du dit cadastre de la dite ville de Saint-Jean, à l'est par le lot numéro trois (No 3), du dit cadastre, de la dite ville de Saint-Jean, et au sud partie par le dit lot No 3, du dit cadastre et par la rue Lemoine—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances ; à distraire cependant du dit lot No 4, une lière de douze pieds de largeur sur toute la frontière expropriée par la ville de Saint-Jean pour l'élargissement de la rue Richelieu.

Saisi aussi, cette certaine bâtisse en briques construite en arrière du lot No 4, du dit cadastre, partie sur le dit lot No 4 et partie sur le lot No 3, du dit cadastre, ayant servi à l'exploitation du pouvoir hydraulique d'Iberville et Saint-Césaire, et aussi tous les droits et prétentions que le dit contributaire a ou pourra avoir à quelques titres que ce soit sur le dit lot numéro trois (No 3), du dit cadastre.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-UNIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 18 août 1909. 3549
[Première publication, 21 août 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } LA BANQUE DE SAINT
No 47. } JEAN, corps politique
et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, maintenant en liquidation sous la loi des liquidations, agissant aux présentes par Tancred Bienvenu, gérant de banque, de la cité et le district de Montréal, liquidateur dûment autorisé de la dite La Banque de Saint-Jean, en liquidation ; contre les terres et tenements de PHILIPPE HONORE ROY, avocat et conseil du Roi, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, contributaire.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Georges de Henryville, dans le district d'Iberville, sur la rue principale ou Saint-Georges, connu comme étant le lot numéro trois cent treize (No 313), aux plan et livre, de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Georges de Henryville—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Georges d'Henryville susdite, le TRENTE-UNIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 24 juillet 1909. 3249.2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

manager, of the city and district of Montreal, liquidator duly authorized to the said Banque de Saint Jean ; against the lands and tenements of PHILIPPE HONORE ROY, advocate and King's council, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, contributory.

Seized as belonging to the said contributory, the following immovables, to wit :

An emplacement lying and situate on the east side of Richelieu street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number four (No. 4), containing one hundred and forty four feet in front, more or less, by eighty seven feet in depth in one line, and ninety one feet in the other line, also more or less ; bounded to the west by Richelieu street, to the north by the lot No. 5, of the said cadastre of the said town of Saint Johns, to the east by the lot number three (No. 3), of the said cadastre of the said town of Saint Johns, and to the south partly by the said lot No. 3, of the said cadastre, and by Lemoine street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; to be deducted however from the said lot No. 4, a strip of twelve feet in width on the whole front expropriated by the town of Saint Johns, for the widening of Richelieu street.

Seized also, that certain brick buildings erected in rear of the said lot No. 4, of the said cadastre, partly on the said lot No. 4 and partly on the lot No. 3, of the said cadastre, having been used for the working of the Iberville and Saint Césaire hydraulic power, and also all the rights and pretensions that the said contributory has or may have on whatever titles that it may be on the said lot number three (No. 3), of the said cadastre.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 18th August 1909. 3550
[First published, 21st August, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } LA BANQUE DE SAINT
No. 47. } JEAN, body politic and
corporate, having its principal place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, now in liquidation under the winding up act, acting presently through Tancred Bienvenu, bank manager, of the city and district of Montreal, liquidator duly authorized to the said Banque de Saint Jean, in liquidation ; against the lands and tenements of PHILIPPE HONORE ROY, advocate and King council, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, contributory.

An emplacement situate in the parish of Saint Georges of Henryville, in the district of Iberville, on Main or Saint George street, known and designated as being the lot number three hundred and thirteen (No. 313), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Georges of Henryville—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Georges of Henryville aforesaid, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 24th July, 1909. 3250
[First published, 31st July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sales—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **LA COMPAGNIE RAY-NO. 3073.** **LE MOND LIMITÉE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **DANIEL HENRY YOUNG**, du même lieu, l'un des défendeurs.

Un terrain situé dans la ville de Saint-Louis, comté Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses y érigées ; borné en front par la rue Saint Urbain, composé de deux lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous les numéros quatre cent soixante et quatre cent soixante et un (460 et 461), de la subdivision du lot numéro primitif onze (11).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-TROISIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 août 1909.

Député Shérif.
3543

[Première publication, 21 août 1909.]

MANDAT DE CURATEUR.**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **F. X. BILODEAU**, curateur, No. 12. **F. X. BILODEAU**, curateur, de la cité et du district de Montréal, à ce dûment autorisé sous l'article 879, du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de **DAME MERILDA CARON**, hôtelière, de la paroisse de Saint-François de Sales, dit district, faillie.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François de Sales, connu comme faisant partie du lot No 90, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-François de Sales, contenant 134 pieds de largeur, à partir de l'ancien pont Masson, sur le chemin public, jusqu'à la prolongation en ligne droite du côté ouest de la remise adjacente à la maison, et 150 pieds en arrière sur la rivière Jésus ; tenant en front au chemin public, en arrière à la rivière Jésus, du côté est à l'ancien pont Masson, et du côté ouest au résidu du dit lot No 90—avec une maison érigée comme hôtel et autres bâtisses, et le droit commun tant à pieds qu'en voiture et à perpétuité dans un passage de huit pieds de largeur sur le résidu du dit terrain, appartenant à Oscar Dugas, joignant l'emplacement sus-décrit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François de Sales, le **VINGT-TROISIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif,
Montréal, 18 août 1909.

Député shérif.
3545

[Première publication, 21 août 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **VIRGINIUS RAPHAEL** No. 2810. **BENJAMIN**, marchand de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **DAME MARIE LOUISE DECARY**, du même lieu, épouse commune en biens de William Smith, journalier, du même lieu, en sa qualité de curatrice d'abord nom-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **LA COMPAGNIE RAY-NO. 3073.** **LE MOND, LIMITÉE**, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal. Plaintiff ; against the lands and tenements of **DANIEL HENRY YOUNG**, of the same place, one of the Defendants.

A lot of land situate in the town of Saint Louis, in the county of Hochelaga, district of Montreal—with buildings thereon erected ; bounded in front by Saint Urbain street, composed of two lots of land known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under the numbers four hundred and sixty and four hundred and sixty one (460 and 461), of the subdivision of the original number eleven (11).

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY TH** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 18th August, 1909.

3544

[First published, 21st August, 1909.]

CURATOR'S WARRANT.**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **F. X. BILODEAU**, curator, No. 12. **F. X. BILODEAU**, of the city and district of Montreal, hereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the estate of **DAME MERILDA CARON**, hotelkeeper, of the parish of Saint François de Sales, in the said district, insolvent.

A lot of land situate in the parish of Saint François de Sales, known as forming part of lot No. 90, of the official plan and book of reference of the said parish of Saint François de Sales, containing 134 feet in width, starting from the old Masson bridge, on the public road, to the prolongation in a direct line on the west side of the shed adjoining the house, and 150 feet in rear on the river Jesus ; bounded in front by the public road, in rear by the river Jesus, on the east side by the old Masson bridge, and on the west side by the remainder of the said lot No. 90—with a house erected as a hotel and other buildings, with the right in common and in perpetuity both on foot and in vehicles in a passage of eight feet in width on the remainder of the said land, belonging to Oscar Dugas, adjoining the lot above described.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François de Sales, on the **TWENTY THIRD** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Montreal, 18th August, 1909.

3546

[First published, 21st August, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **VIRGINIUS RAPHAEL** No. 2810. **BENJAMIN**, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DAME MARIE LOUISE DECARY**, of the same place, wife common as to property of William Smith, laborer, of the same place, in her capacity of curatrix duly

mée en justice à son mari, le dit William Smith, interdit pour imbecilité, Défenderesse.

Un terrain situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal—avec maison et autres bâties y érigées, étant la juste moitié nord-est d'un emplacement situé sur la rue Centre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro neuf cent vingt-sept, contenant la dite moitié d'emplacement, vingt pieds de front sur quatre-vingts pieds de profondeur; tenant en front à la rue Centre, en profondeur à une ruelle dans laquelle droit de passage est réservé pour le dit emplacement, d'un côté à l'autre moitié du dit lot numéro neuf cent vingt-sept, et d'autre côté au lot numéro neuf cent vingt-six, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Sujet à un bail consenti par la dite défenderesse es-qualité à David Dubé, forgeron, de Montréal, passé devant maître Odilon Crépeau, notaire public, de Montréal, en date du vingt février mil neuf cent six, pour le terme de cinq années finies et révolues à compter du premier mai mil neuf cent six, pour et moyennant la somme de quatre-vingt-dix piastres pour chaque année de la durée du dit bail, le dit bail dûment enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal Ouest, sous le No 145113, rég. B, vol. 255, copie du dit bail étant annexée à l'original du procès-verbal de saisie d'immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 28 juillet 1909. 3281-2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

appointed in justice to her husband, the said William Smith, interdicted for imbecility, Defendant.

A lot situate in the Sainte Ann's ward of the city of Montreal—with house and other buildings thereon erected, being the exact north east half of an emplacement situate in Center street, known and designated on the official plan and book of reference of the said Sainte Ann's ward, under the number nine hundred and twenty seven, the said half of an emplacement containing twenty feet in front by eighty feet in depth; bounded in front by Center street, in depth by a lane in which right of way is reserved for the said emplacement, on one side by the other half of the said lot number nine hundred and twenty seven, and on the other side by lot number nine hundred and twenty six, of the aforesaid plan and book of reference.

Subject to lease consented by the said defendant es-qualité to David Dubé, blacksmith, of Montreal, passed before maître Odilon Crépeau, notary public, of Montreal, dated the twentieth of February, nineteen hundred and six, for a period of five full and complete year, from the first of May, nineteen hundred and six, for and in consideration of ninety dollars for each year of the duration of the said lease, the said lease being duly registered in the registration office of the division of Montreal West, under the No. 145113, reg. B, vol. 255, copy of the said lease being annexed to the original of the minutes of the immoveable seized.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SECOND day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 28th July, 1909. 3282
[First published, 31st July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **EDWARD A. MULLIGAN,**
No 2352. } Demandeur; contre **DAME MARY McDONAUGH ET AL,** Défendeurs, à savoir:

Lot numéro quarante-huit (48) et la moitié sud du lot numéro quarante-neuf (49), dans le premier rang du canton de Kensington, dans le comté de Wright et district d'Ottawa—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le **TRENTE-UNIEME** jour d'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 28 juillet 1909. 3277.2
[Première publication, 31 juillet 1909.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **EDWARD A. MULLIGAN,**
No. 2352. } Plaintiff; against **DAME MARY McDONAUGH ET AL,** Defendants, to wit:

The lot number forty eight (48) and the south half of lot number forty nine (49), in the first range of the township of Kensington, in the county of Wright and district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office in the city of Hull, on the **THIRTY FIRST** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 28th July, 1909. 3278
[First published, 31st July, 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs
No 1757. } **L** LLE LEDA PAQUET,
fille majeure, à savoir :

Le lot No 2386 (deux mille trois cent quatre-vingt-six), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Champlain—circonstances et dépendances

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 5 août 1909.

3357.2

[Première publication, 7 août 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **H**UBERT C. FOYE & RICHARDSON GOODDY,
No 1406. } **H** RICHARDSON GOODDY,
faisant affaires sous les nom et raison social de H. R. Goody & Co., de la cité de Québec ; contre LEON CREPAULT, à savoir :

Le lot No 5 (ci q.) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans le troisième rang nord est du canton de Montauban—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Anges, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures du matin

ED. BEGIN,

Député shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 5 août 1909.

3355.2

[Première publication, 7 août 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **T**HE OGILVIE FLOUR
No 2338. } **M**ILL COMPANY.
LIMITED, corps politique et dûment incorporé suivant la loi, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal ; contre WILLIAM BOUSQUET, de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, à savoir :

1° Partie du lot No 24 (vingt-quatre), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé dans le troisième rang ouest du canton Shavigny, contenant 55 pieds de largeur sur 90 pieds de profondeur, mesure anglaise ; bornée en front, au sud-est au chemin public, au nord-ouest à J.-B. Darveau, d'un côté au nord-est à Joseph Godin, et de l'autre côté au sud-ouest à Réal Gauthier—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances

2° Les lots Nos 15 et 16 du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant une terre située dans le troisième rang sud-ouest du canton Shavigny, contenant 80 acres en superficie—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi-du-Lac-aux-Sables, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 5 août 1909.

3359.2

La publication du 7 août 1909, est nulle.
[Première publication, 14 août 1909.]**Ventes par le Shérif—Saguenay**

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1757. } **M**ISS LEDA PAQUET,
spinster of full age, to wit :

The lot No. 2386 (two thousand three hundred and eighty six) of the official cadastre for Champlain ward, of the city of Quebec, being a property situate on Champlain street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 5th August, 1909.

3358

[First published, 7th August, 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **H**UBERT C. FOYE &
No 1406. } **H** RICHARDSON GOODDY,
doing business under the name and firm of H. R. Goody & Co., of the city of Quebec ; against LEON CREPAULT, to wit :

The lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Notre Dame des Anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the third range north east of the township of Montauban—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame des Anges, on the NINTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 5th August, 1909.

3356

[First published, 7th August, 1909.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **T**HE OGILVIE FLOUR
2338. } **M**ILL COMPANY, LIMITED, a body
politic and corporate according to law, having its principal place of business in the city of Montreal ; against WILLIAM BOUSQUET, of Saint-Rémi du Lac aux Sables, to wit :

1. A part of lot No. 24 (twenty four), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the third range west of the township of Shavigny, containing 55 feet in width by 90 feet in depth, english measure ; bounded in front to the south east by the public road, to the north west by J. B. Darveau, on one side to the north east by Joseph Godin, and on the other side to the south west by Réal Gauthier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2 The lots Nos 15 and 16 of the official cadastre for the parish of Notre-Dame des Anges, county of Portneuf being a lot of land situate in the third range south west of the township of Shavigny, containing 80 acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Rémi du Lac aux Sables, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 5th August, 1909.

3360

The publication of the 7th August, 1909, is null.
[First published, 14th August, 1909.]**Sheriff's Sales—Saguenay**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **A. BOULIANNE**,
No 100. } **L.** notaire, de la paroisse de
la Malbaie, Demandeur ; contre **ROGER THERIEN**, de la paroisse de Tadoussac, comté de Saguenay. Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le village de Tadoussac, à l'endroit appelé "La Pointe de l'Islet", mesurant environ quatre cents pieds en superficie, et désigné sous le lot numéro soixante et huit (68), du cadastre officiel pour le canton Tadoussac—avec les bâisses dessus construites et les dépendances.

2° Un certain terrain faisant partie du lot numéro soixante et sept (67), du cadastre officiel pour le canton de Tadoussac, situé dans l'anse de La Pointe de l'Islet, mesurant environ huit cents pieds en superficie, enclavé dans le terrain de la Compagnie Richelieu & Ontario, ainsi qu'une bâtisse en construction sur le dit terrain—circonstances et dépendances.

3° Une bâtisse servant de hangar pour agrès de pêche, située aussi sur le dit numéro soixante et sept (67), du dit cadastre officiel pour le canton Tadoussac—avec les circonstances et dépendances.

Cette vente sera faite avec réserve en faveur de la Compagnie Richelieu & Ontario, de tous les droits qu'elle peut avoir sur les terrains ci dessus décrits, suivant ses titres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Tadoussac, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif, Shérif.
Malbaie, 16 août 1909. 3529
[Première publication, 21 août 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **A BANQUE DE**
No 122. } **L.** **SAINT-HYACIN-**

CINTHE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Saint-Hyacinthe, et **L. FABIEN PHILIE**, sequestre nommé par l'autorité compétente à la dite Banque de Saint-Hyacinthe, qui a suspendu ses paiements ; ce dernier en autant que nécessaire pour assister et autoriser la dite Banque de Saint-Hyacinthe, à l'effet des présentes, Demandeurs ; contre **CLEMENT ROULEAU** et **JOSEPH NAPOLEON ROULEAU**, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, et y faisant affaires ensemble en société, sous la raison sociale de **C. Rouleau & Fils**, Défendeurs.

1° Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, de forme irrégulière, et étant la partie nord-est du lot numéro six cent trois (603), des plan et livre de relevé officiels de la dite cité, et contenu dans les limites suivantes, savoir : commençant à une borne en fer divisant le dit lot du lot numéro 602, et située près du trottoir de la rue Laframboise, de ce point suivant une ligne droite vers le sud-ouest sur une distance de quatre-vingt-huit pieds, mesure anglaise, point où se trouve le coin ouest d'une remise érigée sur le dit lot numéro 603, de là, cette ligne se dirigera vers le sud-est sur une distance de vingt-sept pieds ou à peu près, même mesure, de là, cette ligne se prolongera vers le sud-ouest sur une distance de quatre pieds, même mesure, de ce point, cette ligne se dirigera vers le sud-est jusqu'à un

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistra's Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **A. BOULIANNE**, notary,
No. 100. } **L.** of the parish of La Malbaie,
Plaintiff ; against **ROGER THERIEN**, of the parish of Tadoussac, county of Saguenay. Defendant.

1. A lot of land situate in the village of Tadoussac, at the place called "La Pointe de l'Islet", measuring about four hundred feet in superficies, and described as the lot number sixty eight (68), of the official cadastre of the township of Tadoussac—with the buildings thereon erected and dependencies.

2 A certain piece of land forming part of lot number sixty seven (67), of the official cadastre of the township of Tadoussac, situate in the cove of "La Pointe de l'Islet", measuring about eight hundred feet in superficies, enclosed in the land of the Richelieu and Ontario Company, also a building in course of construction on the said piece of land—circumstances and dependencies.

3 A building used as a shed for fishing tackle, also situate on the said number sixty seven (67), of the said official cadastre for the township of Tadoussac—with circumstances and dependencies.

This sale will be made with reserve in favor of the Richelieu and Ontario Company, of all the rights which it may have on the above described lands according to its titles.

To be sold at the church door of the parish of Tadoussac, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office, Shérif.
Malbaie, 16th August, 1909. 3530
[First published, 21st August, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } **A BANQUE DE**
No. 122. } **L.** **SAINT HYACIN-**

THE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Saint Hyacinth, and **L. FABIEN PHILIE**, sequester appointed by competent authority to the said Banque de Saint Hyacinthe, which has suspended its payments ; this latter in as much as it is necessary to assist and authorize the said Banque de Saint Hyacinthe, to the effect of these presents, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **CLEMENT ROULEAU** and **JOSEPH NAPOLEON ROULEAU**, both of the city and district of Saint Hyacinth, there doing business as such, under the firm and name of "C. Rouleau & Fils", Defendants.

1. A piece of ground situate in the city of Saint Hyacinth, of irregular form, and being the north east part of lot number six hundred and three (603), on the official cadastral plan and book of reference of the said city, and bounded as follows : beginning at a bound dividing the said lot from lot No. 602, and situate near the side-walk of Laframboise street, from that point going on a right line to the south west on a distance of eighty eight feet, english measure, at a point where is the west corner of a shed erected on the said lot No. 603, and from there, that line going to the south east about a distance of twenty seven feet or nearly, same measure, and from that point, that line going to the south west about a distance of four feet, same measure, and from there, that line going to the south east to a

point situé à quatre pouces, même mesure, du lambris du pignon d'une remise érigée à la profondeur du lot numéro 603, de là, cette ligne se prolongera vers le nord-est jusqu'au trottoir de la rue Laframboise, à un point se trouvant en ligne droite avec le point de départ, et à cinquante-deux pieds, même mesure, d'icelui—avec une maison privée en bois, ainsi qu'un magasin en bois et remise et écurie y érigés, circonstances et autres dépendances; un plan de ce terrain est annexé à la minute d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, sous le numéro 50794, reg. B.

2° Un autre terrain situé au même lieu, étant la partie sud-est du lot numéro six cent trois (603), des plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Saint-Hyacinthe, renfermé dans les limites suivantes, en front la rue Laframboise, en profondeur les résidus du dit lot numéro 603, appartenant au Dr. Emile St-Jacques et à Dame Elizabeth Chalifoux, du côté nord-ouest le terrain sus-décrit, et du côté sud-est le lot numéro 604—avec une bâtisse en brique et autres constructions y érigées, circonstances et dépendances.

3° La bâtisse en bois servant de shed à charbon, située sur le terrain de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc, en la cité de Saint-Hyacinthe, entre la ligne de la dite compagnie du chemin de fer, et la rue longeant la dite ligne, appelée rue du chemin de fer, et actuellement exploitée par C. Rouleau & Fils, comme entrepôt de charbon, ainsi que la glissoire et plateforme y attenantes.

Pour être vendus séparément à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 12 août 1909. 3547
[Première publication, 21 août 1909.]

point situate at four inches, same measure, from the waunscot gable of a shed erected at the depth of lot No. 603, and from that point the line going to the north east to the side walk of Laframboise street, at a point being in right line with the point of leaving and at fifty two feet, same measure, from said point of leaving—with a private wooden building, a wooden store-house, shed, and stable thereon erected, circumstances and other dependencies; a plan of that piece of ground is annexed to the original of a deed registered at the registry office of the county of Saint Hyacinth, under No. 50794, reg. E.

2. An other piece of ground situate in the same place, being the south east part of lot number six hundred and three (603), on the official plan and book of reference of the said city of Saint Hyacinth; bounded as follows: in front Laframboise street, in depth the remainders of said lot No. 603, belonging to Dr. Emile St. Jacques and Elizabeth Chalifoux, on the north west side by the piece of ground above described, and on the south east side the lot No. 604—with a brick building and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies;

3. A wooden building used as a coal shed, situate on the ground of the Grand Trunk Railway Company, in the city of Saint Hyacinth, between the line of the said Railway Company and the street along the said line, named "Railway street", and now used by C. Rouleau & Fils, as coal store, with the slide and platform attached thereon.

To be sold separately at the sheriff's office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, TUESDAY, the TWENTY FIRST day of the month of SEPTEMBER next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 12th August, 1909. 3548
[First published, 21st August, 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: **LA BANQUE DE**
No 73. **QUEBEC**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; vs **ODILON LORANGER**, père, et **ODILON LORANGER**, fils, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire, Odilon Loranger, père, l'immeuble suivant:

Un emplacement situé au sud-est de la rue Saint-Benoit, en la cité des Trois-Rivières, étant la juste moitié nord-est du lot numéro deux mille cinquante et un (2051), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant en total d'après le dit cadastre, soixante et quatre pieds et dix pouces de front et allant en retrécissant de manière à n'avoir que soixante et un pieds de largeur à la profondeur, de cent pieds dans la ligne nord-est et de cent un pieds dans la ligne sud-ouest—avec une maison, hangar et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 août 1909. 3565
[Première publication, 21 août 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: **THE BANK OF QUEBEC**, No. 73. **QUEBEC**, a body corporate and politic, having its chief place of business in the city of Quebec, Plaintiff; vs **ODILON LORANGER**, senior, and **ODILON LORANGER**, junior, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said joint defendant, Odilon Loranger, senior, the following immovable:

A lot of land situate to the south east of Saint Benoit street, in the city of Three Rivers, being the just north east half of lot number two thousand and fifty one (2051), of the official cadastre of the city of Three Rivers, containing a total according to the said cadastre of sixty four feet and ten inches in front and narrowing so as to have only sixty one feet in width at the depth, of one hundred feet on the north east line and of one hundred and one feet on the south west line—with a house, shed and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 18th August, 1909. 3655
[First published, 21st August, 1909.]

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les propriétés décrites à l'état qui suit seront vendues aux enchères publiques en la salle de l'hôtel-de-ville, en la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales mentionnées au dit état, et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions et frais ne soient plus tôt payés :

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the property described in the subjoined statement will be sold by public auction in the assembly room of the city hall, in the city of Hull, in the district of Ottawa, on WEDNESDAY, the TWENTY NINTH day of SEPTEMBER next (1909), at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal taxes and assessments mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and assessments be sooner paid :

No du rôle. — No. of the roll.	Propriétaire de bien-fonds. — Proprietor of real state.	Propriétaire des améliorations. — Proprietor of the improvements.	Numéro du cadastre. — Number of cadastre.	Quartier. — Ward.	Description de la propriété. — Description of the property.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes d'eau. Water rates.	Atterrage. Sprinkling.	Frais de perception. Costs of collection.	Taxes d'école. School taxes.	Frais de perception. Costs of collection.	Total.
330	F. A. Heney.....		Pt. B 254—1½ ac	1	Vacant.....	\$19 89	\$ 7 50		0 25			\$27 64
597	F. X. Laroche.....		194	2	Maison en bois—Wood house....	77 84			0 25			78 09
2009	Succession—Estate Scott.....	Alex. Méthot.....	Pt. B 297	3a	" ".....	11 81			1 75			13 56
2051	Dolphin Charron.....		S. E. 183	3a	" ".....	54 92			0 80			55 72
2099	Wright, Brigham & Cunningham.....	David Pellétier.....	Pt. O.—W. 154	3a	" ".....	8 88			0 55			9 43
2446	Succession—Estate Scott.....	J. M. Lavigne.....	224	3a	" ".....	15 13						15 13
2477	" ".....	Dolphin Charron.....	N. 183	3a	" ".....	8 22						8 22
2542	G. J. Marston.....	Félix Auctil.....	S. 7	3a	" ".....	4 96	24 15		0 25			29 36
4509	A. W. Marston.....	Josias Desjardins.....	S. 171	5	" ".....	17 46			0 25			17 71
4309	Ovila Leduc.....		N. O.—N. W. 12	5	" ".....			4 50				4 50
1089	C. K. Graham.....	Maxime Lavigne.....	24	2	Vacant.....		10 00					10 00
28 2	V. O. Falardeau.....	Henri Simard.....	Pt. B 13—½ lot	3	Maison en bois—Wood house....		7 04					7 04
2829	" ".....	Joseph St. Amour, jr.....	Pt. B 13—½ lot	3	" ".....		17 29					17 29
3064	Eugène St. Jean.....		N. 219	4	Vacant.....		12 50	2 45				14 95
4078	Succession—Estate Scott.....	Arthur Brunelle.....	N. 523	5	Maison en bois—Wood house....		52 00					52 00
4348	The Gray Nuns.....	Mlle-Miss C. Laframboise.....	Pt. B 7	5	" ".....		6 78					6 78
3680	Succession—Estate Scott.....	Louis Plante.....	507	5	" ".....		10 00					10 00
88	N. Tétreau.....	Aladin Boudrias.....	O.—W. 119	1	Shanty & shed—Chantier et remise				\$4 83	\$2 00		6 83
785	Succession—Estate Scott.....	Jos. Grandchamp, jr.....	Pt. 271	2	Maison en bois—Wood house....				20 16	1 75		21 91
937	C. K. Graham.....	Nérée Derouin.....	Pt. 178	2	" ".....				10 04	1 75		11 79
1853	Succession—Estate Scott.....	Max. Lavigne.....	Pt. 611	3	Maison en briques—Brick house.				93 78	2 00		95 78
2020	" ".....	Jos. Richer.....	Pt. 202	3	Maison en bois—Wood house....				16 63	1 75		18 38
2152	Wright, Brigham & Cunningham.....	Pierre Lacasse.....	Pt. 133	3	" ".....				9 20	1 75		10 95
2542	G. J. Marston.....	Félix Auctil.....	Pt. 7	3a	" ".....				3 94	1 75		5 69
2552	A. W. Marston.....	Georges Papillon.....	Pt. 11	3a	" ".....				84 60	2 25		86 85

2592	Ottawa College.....	Félix Brazeau	Pt. 104	3a	Maison en bois—Wood house.....	11 03	1 75	12 78
2579	"	J. O. Cloutier	Pt. 91	3a	"	24 13	2 00	26 13
2444	Succession—Estate Scott.....	J. M. Lavigne	Pt. 227	3a	Maison crépie—Plast house.	12 61	1 75	14 36
2446	"	J. M. Lavigne	Pt. 224	3a	Maison en bois—Wood house.....	14 18	0 25	14 43
2611	Ottawa College	Osaie Groulx.....	Pt. 34	3a	"	15 60	1 75	17 35
2668	"	J.-Bte. Groulx.....	Pt. 6	3a	"	6 87	1 75	8 62
2792	Chs. Campagna.....	Amédé Simard.....	Pt. 99	3a	"	7 88	1 75	9 63
2822	Victor Falardeau jr.....	Nap. Girard.....	Pt. B 13	3a	"	3 74	1 75	5 49
2823	"	Dolphis Aubin.....	Pt. B 13	3a	"	3 15	1 75	4 90
2829	"	Jos. St. Amour, jr.....	Pt. B 13	3a	"	8 75	1 75	10 50
3266	C. K. Graham.....	Anselme Matte.....	Pt. 297	4	Maison crépie—Plast house.....	27 20	1 75	28 95
3953	Succession—Estate Scott.....	Vve Widow O. Lauzon..	Pt. 538	5	Maison en bois—Wood house.....	12 61	1 75	14 36
4433	H. Dupuis	Télesphore Legault.....	Pt. 133	5	Maison crépie—Plast house.....	9 18	1 75	10 93

Attesté—Certified,
JOS. RAYMOND,
Greffier de la cité—City clerk *pro. tem.*

CITE DE SALABERRY DE VALLEYFIELD.

CITY OF SALABERRY OF VALLEYFIELD.

AVIS PUBLIC.

Je, Louis Joseph Boyer, greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield, donne, par les présentes, avis public que les immeubles ci-après mentionnés et désignés, seront vendus à l'enchère publique, MARDI, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes, réclamations et autres redevances municipales dues à la dite cité, et pour cotisations scolaires dues à la municipalité scolaire de la dite cité de Salaberry de Valleyfield, à moins que les dites redevances municipales et cotisations scolaires ne soient payées, avec les frais encourus, avant la vente, savoir :

PUBLIC NOTICE.

I, Louis Joseph Boyer, clerk of the city of Salaberry of Valleyfield, hereby give notice that the hereafter mentioned immoveable properties shall be sold at public auction, at the meeting room of the council of the said city, on TUESDAY, the FIFTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon, for taxes, claims and other municipal dues, due to the said city and for school taxes due to the school municipality of the said city of Salaberry of Valleyfield, unless said municipalities dues and school taxes, together with the costs then incurred, be paid before the sale, to wit:

Nom du propriétaire.	Qualité.	No du cadastre.	Taxes et redevances municipales.	Cotisations scolaires.	Total.
Name of proprietor.	Occupation.	Cadastral number.	Municipal taxes and dues.	School taxes.	
Wilfrid Côté.....	Restaurateur.— Restaurant-keeper....	14	\$31 00	\$8 55	\$39 55
Victor Gauthier.....	Forgeron—Blacksmith.....	145	40 85	7 50	48 35
Alfred Gobeil.....	Briquetier.—Bricklayer.....	534	71 26		71 26
E. A. Cassidy.....	Agent.....	843-23, 43, pt 44, 843 52, 53 59, 92-20, 21, 19, 22....	195 01		195 01
Evangeliste Faubert..	Cultivateur—Farmer	92-32, 33, 34	167 82	54 15	221 97
C. A. Lavimodière...	Notaire—Notary....	195-55	148 59	15 10	163 69
Succ.—Estate Dame Louis Parent.....		194	59 82	24 15	83 97
Léonidas Mercier....	Artisan—Laborer....	208 à—at 210	122 74	48 55	171 29
Isaïe Lalonde.....	Navigateur—Navigator.....	839	30 29		30 29
Olivier Léger.....	Artisan Laborer....	820	32 97	21 35	54 32
Charles Tisseur.....	" "	643	27 15		27 15
Joseph Tessier, fils de	" "	pt 850	13 00	7 55	20 55
Dame—Mrs. C. H. Laberge.....	" "	843-56, 43, 30, 92-23, 26, 27, 29, 843-29, 32, 33.....	305 76		305 76
Morand & Leduc.....		183	40 85	12 75	53 60
Geo. H. Thibault.....		452, pt 453	6 80	1 55	8 35
Héritiers—Heirs Jos. Lecompte.....		pt 823	74 31	4 15	78 46

(Signé)—(Signed)

L. JOS. BOYER,

Greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield.
Clerk of the city of Salaberry of Valleyfield.

Salaberry de Valleyfield, ce neuvième jour d'août mil neuf cent neuf.

Salaberry of Valleyfield, this ninth day of August one thousand nine hundred and nine.

3499-3500

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 30 juillet 1909, de nommer l'honorable Laurent Olivier David, membre du Sénat du Canada, monsieur l'abbé Perrier et M. Edmond J. C. Kennedy, médecin, de la cité de Montréal, membres de la commission spéciale nommés en vertu de la loi 9, Ed. VII, ch. 8, chargée d'entendre les parties intéressées sur les meilleurs moyens à prendre pour organiser une commission scolaire catholique ayant juridiction sur la cité de Montréal et sa banlieue.

D'étudier les divers projets de réorganisation qui pourront lui être suggérés.

De rechercher les règles justes et équitables en vertu desquelles les lois spéciales existantes ou la loi générale doivent être modifiées.

De proposer, s'il y a lieu, le mode le plus rationnel de répartir, entre qui de droit, l'actif et le passif des différentes commissions scolaires catholiques ayant actuellement juridiction sur la cité de Montréal et sa banlieue.

De faire toute suggestion de nature à faciliter l'organisation d'une commission scolaire catholique ayant juridiction sur la cité de Montréal et sa banlieue.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juillet 1909, de nommer M. Louis Philippe DeGranpré, médecin, de la cité de Montréal, secrétaire de la commission spéciale nommée en vertu de la loi 9, Ed. VII, ch. 8. 3555

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize août 1909, constituant en corporation MM. Joseph Elisée Roy, comptable, Alfred St Cyr, courtier en assurance, George Gauthier, auditeur, Albert Pierre Frigon, comptable, et Joseph Versailles, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir : faire les affaires d'immeubles, faire les affaires de la compagnie de terre, avec le pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, acquitter, établir, cultiver, louer, garantir, hypothéquer, échanger, vendre des immeubles et terres, cultiver ou non et tout intérêt sur iceux, en faire le commerce et en disposer autrement, et pour cette fin payer et placer le capital sur achat, arpentage, acquittement, amélioration, développement et préparation pour l'occupation et l'établissement des dites terres suivant qu'il sera nécessaire pour les fins de la dite compagnie, dans et sur les dites terres, faire, construire, ériger, bâtir ou maintenir des chemins, ponts et autres communications intérieures, maisons, moulins, factories et manufactures et autres bâtisses et travaux nécessaires ou propres à l'occupation ou amélioration d'aucune des dites terres, et mettre en opération et faire tous travaux ou améliorations sur icelles.

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur les dits immeubles ou sur aucune partie d'iceux.

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux en disposer ou en faire le commerce autrement et développer, améliorer et tracer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement.

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie sous les fins de construction ou

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th of July, 1909, to appoint the Honorable Laurent Olivier David, a member of the Senate of Canada, the reverend abbé Perrier and Mr. Edmond J. C. Kennedy, physician, of Montreal, members of the special commission appointed in virtue of the act 9, Ed. VII, cap. 8, commissioned to hear the parties interested on the best means to be adopted to organize a catholic school commission having jurisdiction over the city of Montreal and its suburbs.

To study the various projects or reorganization which may be suggested to it.

To endeavour to obtain just and equitable rules, in virtue whereof the existing special laws or the general law should be changed.

To propose, if necessary, the most reasonable method of dividing between those having rights, the assets and the debts of the various catholic school commissions now having jurisdiction over the city of Montreal and its suburbs.

To make any suggestion of a character to facilitate the organization of a catholic school commission having jurisdiction over the city of Montreal and its suburbs.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th July, 1909, to appoint Mr. Louis Philippe DeGranpré, physician, of the city of Montreal, secretary of the special commission appointed in virtue of the act 9, Ed. VII, cap. 8. 3556

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1909, incorporating Messrs. Joseph Elisée Roy, accountant, Alfred St. Cyr, insurance broker, George Gauthier, auditor, Albert Pierre Frigon, accountant, and Joseph Versailles, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes, to wit : to carry on a real estate business, to do the business of a land company with power to purchase, possess, develop, improve, pay for, settle, lease, guaranty, hypothecate, exchange and sell immovables and farms, cultivate or not and all interest therein, do business in them and dispose of them otherwise and for this purpose to pay and place the capital on the purchase measuring, discharge, improvement development and preparation for occupation and settlement of the said farms as may be necessary for the purposes of the said company, and in and upon the said lands to make construct, erect, build and maintain roads, bridges and other interior communications, houses, mills, factories and manufactories and other buildings and works necessary or suitable to the occupation and improvement of any of the said lands and put into operation and perform all works and improvements thereon.

To erect dwelling houses and other buildings on the said immovables or on any part of them.

To sell, lease, transfer, hypothecate, exchange the said immovables or any part of them, dispose of them or otherwise do business with them and to develop, improve and lay out any such property in building lots, street, lanes, squares or otherwise.

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's immovables for purposes of construction or other impro-

autres améliorations pour aider ou moyen d'avance ou autrement dans la construction et entretien des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et à augmenter sa valeur.

Prendre et tenir des hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie des acquéreurs ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations.

Ouvrir, chercher, exploiter et travailler en se conformant aux prescriptions de la loi des mines dans ou sur les dites terres et mines pour chacun ou tous minerais, minéraux et substances métalliques et produits qui peuvent se trouver sur icelles, et acquérir, posséder, développer, vendre, louer des carrières et terrains miniers, mines y compris mines de charbon et licences le mines, puits d'huile et autres produits qui peuvent être trouvés dans les carrières et terrains miniers et de faire toutes choses nécessaires pour mettre en opération les dites mines ou travaux y ayant rapport.

Faire comme patrons ainsi comme agents ou facteurs les affaires en général de carrière et d'entreprise, et faire le commerce et entreprendre pour la manufacture et fourniture de pierre de toute sorte, pierre à chaux ou produit de même nature.

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal, et posséder telle propriété, meubles et immeubles qui peuvent être jugés nécessaires et requis pour les fins des affaires de la compagnie et de les payer en argent, actions libérées, obligations ou autres garanties de la compagnie et disposer des dites propriétés.

Eriger, construire, mettre en opération et conduire toutes factoreries, broyeur de pierres, ateliers pour machines, bâtisses, pour engins et autres constructions nécessaires, et employer la dynamite et autres explosifs nécessaires pour les opérations de la compagnie.

Acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stocks, débetures ou garanties d'aucune autre compagnie ou corporation ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ou faisant des affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie et en disposer.

Emettre, transporter et donner comme actions payées du capital actions de la compagnie par le présent incorporée, en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, actifs et autre propriété ou droits que la compagnie peut acquérir légalement en vertu d'iceux.

Vendre toute partie des immeubles ou autre propriété de la compagnie pour telles considérations et à tels termes et conditions que la compagnie jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter de l'argent, des actions débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux.

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie.

Agir comme agent général relativement aux immeubles, avances d'argent et autres biens de la compagnie et recevoir toutes commissions ou autres compensations pour ces services comme tel.

Construire, acquérir, entretenir, hypothéquer, louer, exploiter et vendre tous moyens de transport et de communication à l'électricité ou à la vapeur qui seront nécessaires ou utiles pour le développement et l'exploitation de terrains ou autres biens de la compagnie ; les dits moyens de transport et de communication étant établis ou à être établis seulement sur les propriétés appartenant à la compagnie.

Exercer l'industrie de marchands et producteurs de plantes, graines, fleurs, légumes, fruits, arbres

vements, to assist by means of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, drains and other works of improvement calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value.

To take and hold mortgages, loans and bonds to guaranty the payment of the price of purchase of all property sold by the company or of all money due to the company by purchasers or advances by the company to purchasers for the purposes of building or other improvements.

To open, search for, explore and work by conforming to the provisions of the mining act, in or upon the said lands or mines for any or all minerals, ores and metallic substances and products which may be found on the same and acquire, possess, develop, sell and lease quarries and mining lands, mines including coal mines and mining licenses, oil wells and other products which may be found in the quarries and mining lands and to do all things necessary to operate the said mines or works in connection with them.

To carry on as principals, also as agents or brokers a general quarrying and contracting business and to do the business and contract for the manufacturing and furnishing of stone of all kinds, limestone or products of a like nature.

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and to possess such property, moveable and immovable as may be judged necessary and requisite for the purposes of the business of the company, and to pay for them in money, in fully paid up shares, obligations and other securities of the company, and to dispose of the said property.

To erect, construct, put into operation and manage all factories, stone crushers, steam workshops, builds for engines and other necessary constructions, and to employ dynamite and other explosives necessary for the operations of the company.

To purchase, acquire possess, transfer and sell shares, stocks, debentures or securities of any other company or corporation having the same objects as this company or doing business fit to be managed for the benefit of this company, and to dispose of the same.

To issue, transfer and give as paid up shares of the capital stock of the company hereby incorporated, in payment of all business, franchises, undertakings properties, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, immovables, stock assets and other property or rights which the company may legally acquire in virtue of these presents.

To sell any part of the immovables or other property of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company shall think proper or to dispose of it otherwise and to accept money, shares, debentures, stock or securities of any other company having the same objects as those of this company in payment or part of payment of the same.

To amalgamate with any other company having the same objects as those of this company.

To act as general agents in connection with immovables, advances of money and other effects belonging to the company and to receive all commissions and other compensation for its services as such.

To build acquire, maintain, mortgage, lease, work and sell all means of transport and of communication by electricity or by steam which may be necessary or useful for the development and working of the lands or other assets of the company ; the said means of transport and communication being established or to be established only on the properties belonging to the company.

To carry on the business of merchants and producers of plants, seeds, flowers, vegetables, fruit,

et produits de pépinières en général; exercer l'industrie et l'état de cultivateurs et acheteurs de toutes sortes de légumes, produits de la ferme, du jardin, de la forêt et autres produits du sol; préparer ces produits pour le marché et les vendre, soit comme matière première ou préparés et soit en gros ou en détail.

Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie jugera avantageuse et pouvant augmenter la valeur de la propriété ou des droits de la compagnie et faire toute autre chose se rattachant aux fins ci-dessus ou propres à les atteindre sous le nom de "Crown Realty, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500 000 00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'août 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

557

ERRATUM.

A la page 1338 de la *Gazette Officielle* du 17 juillet 1909, dans les lettres patentes de "The B & A. Asbestos Co. y.", No 3059, dans le premier alinéa, lisez J. A. E. Audet au lieu de J. A. M. Audet, et au premier alinéa de la page 1339, lisez d'actions libérées au lieu de libellées, et ainsi qu'à la page 1372 de la *Gazette Officielle* du 24 juillet, No 3059.

3563

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 3949.

Dame Marie Amanda Lebel, épouse de Louis Paquet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pierre du Lac Matapédia, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Louis Paquet, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 d'août 1909.

JEAN P. MARTIN,
Avocat de la demanderesse.

Rimouski, 19 août 1909. 3577

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1405.

Dame Joséphine Plamondon, épouse de Théodore Goulet, de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Théodore Goulet, entrepreneur, de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19^e jour d'août 1909.

ALLEYN TASCHEREAU,
Procureur de la demanderesse

3581

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure. No. 330. Dame Marie Louise Grondin, épouse de Alfred Fortin, commerçant, de la paroisse de Saint-Victor, en le district de Beauce,

trees and the produce of nurseries generally, to carry on the business of farmers and buyers of all sorts of vegetables, products of the farm, the garden and the forest, and other products of the said to prepare these products for the market and to sell them, either as raw material or prepared and either wholesale or retail.

To carry on all manufacturing or other industries which the company shall consider advantageous and able to increase the value of the property and the rights of the company and to do all other things connected with the purposes above mentioned or suitable to attain them under the name of the "Crown Realty Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixteenth day of August, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3558

ERRATUM.

At page 1338 of the *Official Gazette* of the 17th July, 1909, in the letters patent of "The B & A Asbestos Co.", No. 3059, in the first paragraph, read J. A. E. Audet instead of J. A. M. Audet, and in the first paragraph on page 1339, read *actions libérées* instead of *actions libellées* and also at page 1372 of the *Official Gazette* of the 24th of July, No 3059.

3564

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 3949.

Lady Marie Amanda Lebel, Louis Paquet's wife, of the parish of Saint Peter, of Lake Matapédia, duly authorized to appear in justice, Plaintiff;

vs

The said Louis Paquet, of the same place, Defendant.

A suit in separation of properties has been instituted in this case, the 18th of August, 1909.

JEAN P. MARTIN,
Plaintiff's attorney.

Rimouski, 19th August, 1909. 3578

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No 1405.

Dame Joséphine Plamondon, wife of Théodore Goulet, of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

Théodore Goulet, contractor, of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th day of August, 1909.

ALLEYN TASCHEREAU,
Attorney for plaintiff.

3582

Canada, province of Quebec, district of Beauce, Superior Court. No. 330. Marie Louise Grondin, wife of Alfred Fortin, trader, of the parish of Saint Victor, in the district of Beauce, duly authorized

duement autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ; vs le dit Alfred Fortin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 9 août 1909.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 19 août 1909. 3567

for the purposes of these presents, Plaintiff ; vs the said Alfred Fortin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 9th August, 1909.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 19th August, 1909. 3568

Avis de Faillites

District de Chicoutimi.

Re L. Nérée Tremblay, marchand, Sainte-Anne de Chicoutimi. Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 août 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 août 1909. 3575

District de Beauce.

Timelans Fleury, de Saint-Joseph de Beauce, plombier, a, le 16 août 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 août 1909. 3573

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
In re Assad Bouhamad, Montreal, P. Q., Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 19ième jour d'août 1909, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau : Chambre 408, Edifice "Power".
Montréal, 19 août 1909. 3579

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Lemelin & Samson, de Lauzon, marchands.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations assermentées, dans un délai de 30 jours.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Quebec, 19 août 1909. 3569

Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Bedford. }
Dans l'affaire de **Hernégilde Lasnier,** Farnham, P. Q., Failli.

Avis est par le présent donné que, le 13e jour d'août 1909, par ordre de la cour, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints des biens du susdit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées entre nos mains, sous trente jours de cet avis.

HARRY V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

No 14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 14 août 1909. 3571

Bankrupt Notices

District de Chicoutimi.

Re L. Nérée Tremblay, marchand, Sainte Anne de Chicoutimi. Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 16th August, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th August, 1909. 3576

District de Beauce.

Timelans Fleury, of Saint-Joseph, Beauce, plumber, has, on the 16th August, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 19th August, 1909. 3574

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re Assad Bouhamad, Montreal, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of August, 1909, by order of this court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office : Room 408, "Power" building.
Montreal, 19th August, 1909. 3580

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators, in the matter of Lemelin & Samson, of Lauzon, merchants.

Creditors are requested to file their claims, attested on oath, within a delay of 30 days.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 19th August, 1909. 3570

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Bedford. }
In the matter of **Hernégilde Lasnier,** Farnham, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th day of August, 1909, by an order of the court, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from this notice.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 14th August, 1909. 3572

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 34.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Boulé vs Vermette, 1511 ; Bourassa vs Marsan dit Lapierre, 1510 ; Chicoine vs Bonin, 1509 ; Desbiens vs Mongeau, 1509 ; Debien vs Mongeau, 1510 ; Downing vs Beauregard, 1509 ; Gauvin vs Robert, 1510 ; Grondin vs Fortin, 1527 ; Lebel vs Paquet, 1527 ; Lebel vs Rousseau, 1508 ; Lemieux vs Royer, 1511 ; Nadon vs Hubert, 1510 ; Roger vs Laroche, 1509 ; St. Onge vs Rousse, 1510 ; Tremblay vs Renaud, 1509 ; Plamondon vs Goulet, 1527.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Tremblay vs Bouchard, 1509.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1499.

ARRÊTÉS EN CONSEIL :—Commercial Burglary & Plate Glass Insurance Coy, 1503 ; Société de Colonisation Montcalm, 1503.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLES :—Hull Electric Coy, 1511.

ASSURANCE :—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel, 1503.

AVIS :—Chaudière Lumber Coy, 1511.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1506 ; Conseil législatif, 1505.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—Concession de permis de bois, 1504.

ERRATUM :—Page 1338, 17 juillet, Lettres Patentes, 1527.

FAILLIS :—Bouhamad, 1528 ; Boulais, 1512 ; Canadian Shirt & Overall Coy, 1511 ; Diotte, 1512 ; Edwards, 1512 ; Fleury, 1528 ; Langlois (Dme), 1512 ; Lasnier, 1528 ; Lemelin & Samson, 1528 ; Rouleau & Fils, 1512 ; Tremblay, 1528.

HORTICULTURE, SOCIÉTÉ D' :—Montréal Ouest, 1501.

LETTRES PATENTES :—Compagnie d'Aqueduc d'Acton Vale, 1501 ; Crown Realty, 1527 ; Les Patrons Boulangers de Québec, 1502 ; The Monarch Clothing Mfg. Coy, 1502.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIÉE :—Saint-Isidore d'Auckland, 1502.

NOMINATIONS :—Commission scolaire spéciale :—1500.

Commissaires d'écoles :—1499.

Commissaires pour l'élection civile des paroisses, Montréal, 1500.

Commissaires royaux pour combattre la tuberculose, 1500.

Conseillers municipaux :—Notre-Dame de Bonsecours, 1500.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1500.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Cité de Salaberry de Valleyfield, 1524 ; Ville de Hull, 1522.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 34.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Boulé vs Vermette, 1511 ; Bourassa vs Marsan dit Lapierre, 1510 ; Chicoine vs Bonin, 1509 ; Desbiens vs Mongeau, 1509 ; Debien vs Mongeau, 1510 ; Downing vs Beauregard, 1509 ; Gauvin vs Robert, 1510 ; Grondin vs Fortin, 1527 ; Lebel vs Paquet, 1527 ; Lebel vs Rousseau, 1508 ; Lemieux vs Royer, 1511 ; Nadon vs Hubert, 1510 ; Roger vs Laroche, 1509 ; St. Onge vs Rousse, 1510 ; Tremblay vs Renaud, 1509 ; Plamondon vs Goulet, 1527.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Tremblay vs Bouchard, 1509.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1499.

ORDERS IN COUNCIL :—Commercial Burglary & Plate Glass Insurance Coy, 1503 ; Société de Colonisation Montcalm, 1503.

ANNUAL GENERAL MEETING :—Hull Electric Coy, 1511.

INSURANCE :—Mutual Fire Insurance Coy of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, 1503.

NOTICE :—Chaudière Lumber Coy, 1511.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1506 ; Legislative Council, 1505.

LANDS AND FORESTS :—Grants of permits to cut timbers, 1504.

ERRATUM :—Page 1338, 17th July, Letters Patent, 1527.

INSOLVENTS :—Bouhamad, 1528 ; Boulais, 1512 ; Canadian Shirt & Overall Coy, 1511 ; Diotte, 1512 ; Edwards, 1512 ; Fleury, 1528 ; Langlois (Dme), 1512 ; Lasnier, 1528 ; Lemelin & Samson, 1528 ; Rouleau & Fils, 1512 ; Tremblay, 1528.

HORTICULTURAL SOCIETY :—Montreal West, 1501.

LETTERS PATENT :—Compagnie d'Aqueduc d'Acton Vale, 1501 ; Crown Realty, 1527 ; Les Patrons Boulangers de Québec, 1502 ; The Monarch Clothing Mfg. Coy, 1502.

SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED :—Saint Isidore d'Auckland, 1502.

APPOINTMENTS :—Special school commission :—1500.

School commissioners :—1499.

Commissioners for civil erection of the parishes, Montreal :—1500.

Royal Commissioners for combating tuberculosis, 1500.

Municipal councillors :—Notre Dame de Bonsecours, 1500.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1500.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—City of Salaberry de Valleyfield, 1524 ; Town of Hull, 1522.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHASANKA :—Boillard vs Laroche, 1513 ; Leclerc vs Dame Bourbeau, 1513.

BEDFORD :—Dorais vs Landreville, 1514 ; Hudon et al vs Beauregard, 1514.

GASPÉ :—Baker vs Langlois, 1515 ; Genin et al vs Gauthier, 1515.

IBERVILLE :—La Banque Saint-Jean vs Roy, 1515 ; La Banque Saint-Jean vs Roy, 1516.

MONTREAL :—Benjamin vs Dme Décarie, 1517 ; Caron (Dme), failie, 1517 ; La Cie Raymond vs Young, 1517.

OTTAWA :—Mulligan vs Dme McDonaugh, 1518.

QUÉBEC :—Goody & Co., vs Crépault, 1519 ; La cité de Québec vs Dlle Paquet, 1519 ; The O'Gilvie Flour Mills Coy. vs Bousquet, 1519.

SAGUENAY :—Boulianne vs Thérien, 1520.

SAINT-HYACINTHE :—La Banque de Saint-Hyacinthe vs Rouleau & Fils, 1520 ; Rév. Langelier esqual. vs Turcotte, 1520.

TROIS-RIVIÈRES :—La Banque de Québec vs Loranger et al, 1521.

SHERIFFS' SALES :

ARTHASANKA :—Boillard vs Laroche, 1513 ; Leclerc vs Dame Bourbeau, 1513.

BEDFORD :—Donais vs Landreville, 1514 ; Hudon et al vs Beauregard, 1514.

GASPE :—Baker vs Langlois, 1514 ; Genin vs Gauthier, 1515.

IBERVILLE :—La Banque Saint-Jean vs Roy, 1515 ; La Banque Saint-Jean vs Roy, 1516.

MONTREAL :—Benjamin vs Dame Décarie, 1517 ; Caron (Dme) insolvent, 1517 ; La Cie Raymond vs Young, 1517.

OTTAWA :—Mulligan vs Dame McDonaugh, 1518.

QUÉBEC :—Goody & Co., vs Crépault, 1519 ; La cité de Québec vs Dlle Paquet, 1519 ; The O'Gilvie Flour Mill Coy. vs Bousquet, 1519.

SAGUENAY :—Boulianne vs Thérien, 1520.

SAINT-HYACINTHE :—La Banque de Saint-Hyacinthe vs Rouleau & Fils, 1520 ; Rév. Langelier esqual. vs Turcotte, 1520.

TROIS RIVERS :—La Banque de Québec vs Loranger et al, 1521.